

**FAITS SAILLANTS** (17 juil. 2020)

- Nord-est du Tchad: une région méconnue mais en besoin d'assistance humanitaire
- Encore trop peu d'acteurs humanitaires présents et actifs dans le nord-est
- Plus de 12 000 nouveaux déplacés internes en provenance des zones insulaires installés à Fourkoulom en janvier, mai et juin 2020 confirmés par la mission inter-agence de juin
- Situation des nouveaux réfugiés soudanais du camp de Kouchaguine-Moura



Le Tibesti est l'un des coins les plus reculés et inaccessibles du Tchad, ce qui rend difficile la livraison de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin. Crédit photo: OCHA/P. Rambure.

**CHIFFRES CLÉS****5,3M**

People in need

**3M**

People targeted

**469K**

Refugees

**236K**

IDPs

**102.8K**

Returnees

**690K**

Host population in need

**FINANCEMENT** (2020)**\$665M**

Requis

**\$122.6M**

Reçu

**18%**

Progrès

FTS: <https://fts.unocha.org/appeals/907/summary>**CONTACTS****Federica GABELLINI**

Public Information Officer

[gabellini@un.org](mailto:gabellini@un.org)**Augustin ZUSANNE**

Analyste à l'Information Publique

[zusanne@un.org](mailto:zusanne@un.org)**Emmanuelle SCHNEIDER**

Desk Officer

[schneider1@un.org](mailto:schneider1@un.org)**ACCES HUMANITAIRE** (17 juil. 2020)**Nord-est du Tchad : une région méconnue mais en besoin d'assistance humanitaire**

Les mesures restrictives mises en place dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 ont exacerbé une situation humanitaire déjà compliquée au nord du Tchad (provinces du Borkou, Ennedi-Ouest, Ennedi-Est, Tibesti). En effet, cette région immense -la moitié du pays- mais relativement pauvre et faiblement peuplée -seulement 5% de la population nationale- est en proie aux activités illégales liées à l'exploitation de mines d'or, découvertes tardivement, au trafic d'êtres humains et au vol de bétails, mais aussi à la présence d'engins explosifs. La faible présence de structures étatiques et l'accès insuffisant aux services sociaux de base, dont l'éducation, la santé et l'eau, ont fragilisé les populations.

A cela s'ajoute une situation sécuritaire volatile : au mois de juin 2020, des incidents liés à ces activités criminelles ont causé la mort de 24 personnes dans la province du Tibesti. Cette zone au nord-ouest du pays, fragile et instable, a profondément ressenti les effets de la crise sanitaire liée à l'épidémie de COVID-19, notamment par des mouvements de population difficilement contrôlables.

### Les flux de population

L'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), un des rares acteurs humanitaires présents dans la région, a rapporté, entre le 23 juin et le 5 juillet 2020, l'arrivée de 130 nouvelles personnes de plusieurs nationalités dans la ville tchadienne d'Ounianga-Kébir (province de l'Ennedi-Ouest), toutes refoulées de la Libye. L'OIM note que depuis la mi-avril, les personnes déplacées arrivant sur le sol tchadien se trouvent en situation de « vulnérabilité extrême ». Ces personnes sont en besoin urgent de vivres, eau, abris et articles non-alimentaires. L'OIM fournit de l'assistance en articles non-alimentaires, et une aide au retour volontaire pour les personnes les plus vulnérables. Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) fournit une assistance en vivres.

Au début du mois de juillet, les Forces de Défense et de Sécurité de la province du Sila ont intercepté 28 jeunes voyageurs clandestins qui tentaient de se rendre au nord du pays, probablement pour des activités d'orpaillage. En pleine crise socio-économique liée à l'arrêt des activités pendant la pandémie, on peut observer que les activités illégales d'orpaillage continuent à entraîner des mouvements de populations internes vers le nord du pays pour accéder à cette ressource économique.

### Le contexte sécuritaire

Après des mois d'affrontements intercommunautaires meurtriers, la province du Tibesti (avec celles du Ouaddaï et du Sila) avait été placée en état d'urgence jusqu'au 25 janvier 2020. La fin de l'état d'urgence, qui était en place depuis août 2019, signe une relative accalmie dans la région. Cependant, une recrudescence des tensions a été observée dernièrement, en particulier celles liées au partage et à l'utilisation des terres.

Le 19 juin dernier, à quelques kilomètres de Zouarké (province du Tibesti), des orpailleurs et des coupeurs de route se sont affrontés, causant la mort de 14 personnes et faisant plusieurs blessés. Quelques jours plus tôt, à Suisra, près de la frontière libyenne, un autre incident avait causé la mort de 10 personnes. L'armée tchadienne ainsi que le Gouverneur du Tibesti ont dû intervenir pour rétablir l'ordre. En réponse, des troupes additionnelles ont été envoyées pour surveiller les 1 055 km de frontière avec la Libye car une recrudescence des violences dans cette zone pourrait menacer la stabilité du pays.

### L'assistance humanitaire dans la région

Le Nord, difficile d'accès, est une zone où peu d'acteurs humanitaires peuvent être présents. Néanmoins, les activités qu'ils y mènent sont cruciales. L'OIM, avec un sous-bureau à Faya et avec une présence stable à Ounianga Kebir et Zouarké, mène des activités de suivi des flux migratoires, et offre une assistance d'urgence aux populations déplacées ainsi qu'une aide à la protection et au retour volontaire pour les migrants bloqués sur le territoire tchadien.

Le PAM s'associe à l'aide humanitaire fournie à Ounianga Kebir en distribuant des intrants alimentaires pour les migrants bloqués en quarantaine. Aux côtés du Gouvernement tchadien, l'OIM appuie aussi les efforts de consolidation de la paix dans les zones affectées par les conflits, à travers, notamment, la formation des jeunes vulnérables en agents de consolidation de la paix, parmi d'autres activités.



*Le Tibesti est la province qui reçoit les migrants en partance pour la Libye et ceux qui en reviennent. Crédit photo : OCHA/P. Rambure.*

Le Tibesti seul dénombre 90 zones minées soit les deux tiers des zones minées recensées au Tchad. C'est ainsi que l'ONG internationale Humanité & Inclusion a un personnel dédié aux activités de déminage, pour le moment uniquement sur les provinces du Borkou et de l'Ennedi -le Tibesti étant encore trop instable- et de nombreux projets liés à ces activités, avec l'aide de bailleurs et partenaires : dépollution et restitution des terres, éducation aux risques des mines et restes d'explosifs de guerre, assistance aux victimes et accès aux soins de réadaptation, entre autres.

Les acteurs humanitaires se réjouissent de la possibilité, maintenant explorée, d'un vol UNHAS régulier jusqu'à Faya. Cela faciliterait grandement leur travail et augmenterait les chances d'une présence plus importante et plus fréquente sur le terrain. Mis à part Humanité & Inclusion et l'OIM, seule la coopération allemande GIZ est également présente dans la zone. Tandis que d'autres acteurs, tels que le PAM et l'UNICEF, couvrent cette zone depuis Abéché. Les besoins des populations sont pourtant accrus.

## RÉPONSE D'URGENCE (17 juil. 2020)

### Situation des nouveaux réfugiés soudanais du camp de Kouchaguine-Moura

Les nouveaux réfugiés soudanais, arrivés au Tchad entre fin décembre 2019 et janvier 2020, ont été accueillis à la frontière par les autorités tchadiennes en collaboration avec la CNARR et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Réfugiés (HCR) avant d'être transférés au camp de Kouchaguine-Moura, à 40km d'Abéché dans la province du Ouaddaï.

En effet, selon un rapport du HCR publié le 20 juin 2020, les affrontements entre communautés rivales à El Geneina, dans l'État du Darfour occidental au Soudan, ont forcé plus de 16 000 réfugiés à se rendre au Tchad voisin. Les convois de transferts de la frontière vers le camp de Kouchaguine-Moura avaient commencé le 4 février 2020, pour s'achever officiellement le 14 avril, conformément à la date limite fixée par les autorités. Cependant, le 21 mai, sept ménages de 26 personnes, qui attendaient la fin des récoltes, ont été relogés dans le camp.

Or, le 17 mai 2020, des informations ont été reçues concernant l'arrivée au Tchad de quelque 1 600 nouvelles personnes à la suite d'un incident au Darfour occidental, au cours duquel trois villages ont été brûlés par les milices Janjaweed le 16 mai. La situation au Soudan reste instable et imprévisible.

#### Vérification des nouveaux réfugiés par le HCR

En mai 2020, le personnel de protection du HCR a entrepris une évaluation avec la CNARR pour vérifier le statut des personnes arrivées spontanément au camp de Kouchaguine-Moura en provenance de différents villages proches de la frontière. Au cours de cet exercice, 25 ménages supplémentaires de 70 personnes ont été identifiés parmi les réfugiés déjà préenregistrés. Au 30 juin, 6 164 personnes (1 521 ménages) sont hébergées au camp de Kouchaguine-Moura, la majorité des 9 000 personnes non déclarées étant pressenties d'être retournées au Soudan. Le HCR assure un suivi avec les collègues au Soudan sur leur localisation.



*Les mesures exceptionnelles de protection contre le Covid-19 ont été rigoureusement appliquées au cours de l'assistance du HCR aux réfugiés durant la crise du coronavirus. Séance de lavage des mains avant l'accès au guichet unique. Crédit photo : UNHCR/ Aristophane NGARGOUNE*

En collaboration avec ses homologues gouvernementaux et ses partenaires humanitaires, le HCR continue de travailler sans relâche pour s'assurer que des abris familiaux, des latrines, des douches, des forages et d'autres services de base sont disponibles dans le camp pour les nouveaux réfugiés.

### Les nouveaux réfugiés et la pandémie de la COVID-19

Des séances de sensibilisation au respect des mesures de prévention de la COVID-19 sont toujours en cours dans le camp de Kouchaguine-Moura. À ce jour, 3 922 personnes ont été sensibilisées sur les bonnes pratiques d'hygiène et la mesure de distanciation physique à adopter dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19. Un nouveau centre de santé avec des matériaux temporaires a été construit et la gestion a été confiée à l'ONG International Rescue Committee (IRC), partenaire du HCR. Quelques 6 388 patients ont été reçus et traités gratuitement au centre de santé. Des activités de protection et d'assistance sont en cours concernant les mesures de prévention de la COVID-19, afin de s'assurer que les besoins des réfugiés sont satisfaits.

### Répondre aux besoins urgents des réfugiés

Le HCR, en collaboration avec ses partenaires, apporte des réponses aux besoins multisectoriels des réfugiés en termes de sécurité alimentaire, nutrition, santé, eau et assainissement, abris et protection.

Des rations alimentaires sont régulièrement distribuées et les enfants de moins de cinq ans dépistés pour la malnutrition aiguë et pris en charge si nécessaire. Le HCR et ses partenaires de mise en œuvre ont rendu disponibles 235 m<sup>3</sup> d'eau aux réfugiés ; ce qui couvre les besoins actuels des réfugiés. Ils ont aussi confectionné des latrines et salles de douche dans le camp et dans les villages environnants et distribué des articles non-alimentaires au profit de tous les réfugiés. Tous les besoins en termes d'abris ont trouvé de solution, à l'exception de ceux des nouveaux arrivants. Le HCR assure également un suivi étroit des questions transfrontalières et de protection. Selon les résultats du suivi initial de la protection, les réfugiés considèrent qu'il n'est pas encore possible de rentrer chez eux au Soudan en raison de la situation sécuritaire qui reste instable.

Pour renforcer la protection des réfugiés, le HCR a organisé au camp, à l'attention des éléments de la gendarmerie du Détachement pour la Protection Humanitaire et des Réfugiés (DPHR), une session de formation sur la protection internationale des réfugiés, la prévention des abus et exploitation contre les réfugiés, les mesures de sécurité des Nations Unies et la prévention contre la COVID-19 du 8 au 12 juin.

### Visite du gouverneur de la province du Ouaddaï dans les camps

Le Gouverneur de la province du Ouaddaï, le Général Brahim Seid Mahamat, a effectué du 11 au 14 juin 2020, une mission de travail dans les cinq camps (Breidjing, Farchana, Gaga, Treguine et Kouchaguine-Moura) du bureau du HCR- Farchana et les villages aux alentours des camps. Cette mission visait la sensibilisation des communautés hôtes et réfugiées sur la cohabitation pacifique, le respect des lois et règlements du pays d'accueil, l'accès à la terre aux réfugiés et la COVID-19. Les cinq camps de la province du Ouaddaï abritent un total de 135 000 réfugiés soudanais.

## RÉPONSE D'URGENCE (17 juil. 2020)

### Evolution de la situation humanitaire dans la province du Lac

#### Réponse à la pandémie de la COVID-19 dans la province

La situation épidémiologique est restée la même depuis le mois de mai, avec cinq cas confirmés dont un décès et pas de nouveaux cas depuis mai 2020. Le site de confinement de Daboua à l'entrée nord-ouest de la province a accueilli un total de 592 personnes, dont la plupart sont déjà sorties de la quarantaine. Actuellement, il ne reste que 12 personnes en confinement dans ce site.

Sur le plan opérationnel, la réponse aux besoins liés à la pandémie ainsi que les activités de sensibilisation des communautés sur les gestes barrières se poursuivent dans la province. La communauté humanitaire continue d'appuyer les autorités provinciales dans le cadre de la lutte contre la COVID-19. L'ONG Concern Worldwide vient de recevoir une enveloppe d'un montant d'environ 450 000 € (295 000 000 FCFA) de la Direction générale pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire européennes de la Commission européenne (ECHO). Ce projet vise à prévenir et limiter la transmission du COVID-19 et cible 105 500 personnes dans les sous-préfectures de Ngouboua et Baga-Sola. Le projet couvre la période allant du 1er juillet 2020 à la fin février 2021 et prend en compte les sites des personnes déplacées de Malmaïri, Fourkoulom et Kousseri. Les interventions seront axées dans les secteurs santé et WASH.

Dans le cadre du soutien aux personnes vulnérables en temps de COVID-19, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a planifié la distribution de vivres d'urgence à 16 166 personnes dans les quatre chefs-lieux des départements (Baga Sola, Mamdi, Ngouri et Liwa) de la province du Lac. Un ciblage sera réalisé dans les jours à venir avec la collaboration de la délégation provinciale de l'action sociale.

Cependant, un défi subsiste dans le cadre de la surveillance épidémiologique liée à la COVID-19. Aucun partenaire n'a été trouvé à ce jour pour appuyer les autorités au niveau de l'entrée de Kinasserom, frontalier du Cameroun.

Par ailleurs, l'assouplissement de certaines mesures de lutte contre la COVID-19, décidé par le Comité de Gestion de la Crise Sanitaire est très apprécié en ce début de période de soudure. L'ouverture de certains commerces ainsi que la reprise des échanges interurbains faciliteront l'approvisionnement de la province en denrées alimentaires et de première nécessité.

### Evolution de la situation humanitaire dans la province du Lac

Après l'alerte concernant la présence d'environ 5 000 ménages déplacés à Fourkoulom, une mission inter-agences s'est rendue sur place le 25 juin pour évaluer le niveau de vulnérabilité de ces personnes et voir dans quelle mesure apporter une assistance immédiate. Estimés à 12 320 individus soit 2 464 ménages, ces nouveaux déplacés internes viennent des zones insulaires autour de Ngouboua (Ngachia, Wadaram Sud, Kororo, Kola Kim, entre autres). Les raisons évoquées de leur mouvement ont été l'attaque des groupes armés non-étatiques (GANE) dans les localités de Barkaram, Bougoumarom et Kadoulou ainsi que les mesures sécuritaires préventives demandant à la population de quitter les îles pour faire place aux opérations militaires contre les GANE.

Les besoins prioritaires sont la nourriture, les articles ménagers essentiels, les abris, l'eau, l'hygiène et l'assainissement. D'autres besoins prioritaires concernent l'accès aux services sociaux de base, l'insuffisance de l'assistance et la vulnérabilité des enfants séparés et non-accompagnés, affectés par le déplacement forcé.

### Réponse aux besoins des personnes en situation de déplacement

Après l'opération de relocalisation des PDI de Diamerom à Amma, il a été constaté que plusieurs personnes sont restées à Diamerom. A la demande de l'inter-cluster du Lac, une mission d'évaluation inter-agence a eu lieu le 2 juin 2020 pour vérifier la présence de ces personnes, avoir une idée sur leur nombre et comprendre les raisons du refus de la relocalisation initiée



20 décembre 2018, Yakou, Lac. Des personnes déplacées internes en attente de distribution d'articles non-alimentaires. Crédit photo : OCHA/A. Zusanné.

par les autorités provinciales et appuyée par la communauté humanitaire. Les raisons évoquées sont les opportunités économiques liées à la présence d'un grand marché à Diamerom et la disponibilité de terres agricoles, d'espace de pâturage et de la pêche autour du site.

La mission a recommandé la distribution des vivres d'urgence avant la saison pluvieuse afin d'éviter une situation humanitaire préoccupante et de réparer les forages en panne pour augmenter la production en eau. Il fallait donc enregistrer les personnes restées sur ce site pour avoir une liste permettant d'organiser les interventions.

Répondant à ce besoin, le sous cluster CCCM/AME-Abri a mené les opérations d'identification qui ont enregistré sur le site au total 11 135 personnes, soit 2 227 ménages. Cette opération a pris fin le 6 juillet. Ces ménages sont constitués d'anciens et de nouveaux déplacés qui avaient refusé de se rendre vers le site de relocalisation d'Amma. Les données collectées sont en cours de traitement et permettront d'identifier les ménages qui bénéficieront par la suite des distributions des vivres d'urgence du PAM et de ses partenaires de mise en œuvre.

A Amma, les acteurs WASH continuent leurs efforts pour offrir de l'eau potable aux déplacés malgré les difficultés liées à la conductivité élevée de l'eau sur le site. Huit forages sont en cours de réalisation par l'ONG HELP pendant qu'Action contre la faim (ACF) en a réalisé deux. HELP a également construit 50 latrines alors que World Concern en a construit 25 et OXFAM cinq, ce qui porte à 80 le nombre de latrines déjà construites. OXFAM a formé 50 maçons locaux qui ont réalisé 130 latrines. OIM a distribué 500 kits WASH à 500 ménages à Amma, la distribution de 170 dispositifs de lavage des mains est en cours. La réponse se poursuit également dans les cinq sites récents, notamment Ngorerom, Ngourtou Koumboua, Fourkoulom, Malmairi et Kousseri. Toutefois, les gaps/manquements restent importants. Des demandeurs d'asile en provenance de la localité nigériane de Kaiga-Ngouboua sont arrivés à Ngouboua vers la mi-juin 2020 après avoir fui leur village dont une partie a été ravagée par un incendie. Une opération de vérification conjointe CNARR/UNHCR s'est déroulée du 23 juin au 2 juillet 2020 à Ngouboua. Les demandeurs d'asile, 626 personnes (244 ménages) au total, ont été pré-enregistrés et transférés au camp des réfugiés de Dar es Salam.

### **Activation du groupe de travail mouvement de population et de l'outil RRM dans le Lac**

L'harmonisation des données sur les personnes déplacées internes pose un problème dans la province du Lac. Les chiffres des populations en déplacement qui diffèrent d'un partenaire à un autre, la multiplicité des noms pour un même site ou village en fonction des partenaires, la différenciation des coordonnées des sites, entre autres, vont trouver réponse à travers l'activation du groupe de travail (GT) sur les mouvements de population.

L'activation de ce GT aidera à assurer le suivi et le rapportage sur les mouvements de populations. Les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), à travers sa matrice de suivi des déplacements (DTM), pourraient être triangulées avec celles de tous les autres partenaires qui constituent des sources importantes d'informations. Ce GT se réunira après les rounds DTM afin de nettoyer les données qui seront présentées à l'inter-cluster avant partage avec la communauté humanitaire. Le Mécanisme de réponse rapide (RRM) est, quant à lui, un instrument important d'appui à la coordination humanitaire. Il est financé par ECHO avec des structures souples de réaction rapide en cas d'un choc ayant provoqué des mouvements de populations. Les secteurs clés d'intervention que sont le WASH (lead ACF), la protection (lead INTERSOS) ainsi que les seuils, ont été parcourus. Les principaux acteurs sont l'UNICEF (leadership technique), le consortium ACF/INTERSOS (partenaires de mise en œuvre), le PAM (aspects liés à la sécurité alimentaire) et OCHA (coordination humanitaire de ce mécanisme). OCHA veille à la cohérence avec les autres acteurs et mécanismes existants.

### **Situation sécuritaire toujours précaire**

La situation sécuritaire demeure précaire dans l'ensemble de la province. Des cas d'incursion avec extorsion des biens, enlèvements et tueries sont toujours rapportés. En mai, deux cas de braquage de véhicules humanitaires sur l'axe Ngouri-Bol ont été enregistrés. Même si aucune victime n'a été déplorée, cette situation a limité les mouvements de N'Djamena vers Bol et Baga Sola, deux bases majeures des opérations humanitaires au Lac.



OCHA

## CHAD

### Rapport de situation

Dernière mise à jour: 17 juil. 2020

---

Les autres zones les plus affectées sont les sous-préfectures de Kaiga Kindjiria et Ngouboua, précisément les axes Ngouboua-Tchoukoutalia, Tchoukoutalia-Kaiga et Kindjiria-Boma, entre autres. Les organisations humanitaires ont des contraintes pour accéder aux zones et pouvoir apporter de l'assistance à des milliers de personnes dans le besoin. Les parties insulaires des zones citées ainsi que la zone sud de Bol sont aussi concernées.

Le 24 juin, le Président de la République du Tchad, Idriss Deby Itno a visité le Lac pour apporter son soutien aux FDS et superviser les positions avancées de l'armée tchadienne face aux GANE. Depuis fin juin, il est de plus en plus observé un renouvellement des éléments de Forces de Défense de Sécurité (FDS) dans la province, principalement dans leurs positions à Baga Sola, Ngouboua, Kaiga Kindjiria et Diamerom. Des exercices militaires sont intensifiés et en cours. L'afflux des FDS pourrait augmenter les risques de protection dans la province. D'après le monitoring de protection, les FDS viennent au deuxième rang des auteurs d'incidents de protection tels que les viols et les violences basées sur le genre, après les groupes armés non-étatiques.

---

*OCHA coordonne la réponse humanitaire sur le plan mondial afin de sauver des vies et protéger les personnes dans des situations de crise humanitaire.*

<https://www.unocha.org/chad>

<https://reliefweb.int/country/tcd>

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/chad>

À propos

Conditions d'utilisation

Règle de confidentialité

Droits d'auteur

